

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 14 au 18 octobre 2024

Fait marquant

63Md£ d'investissements privés ont été annoncés lors de l'*International Investment Summit*, dont 35Md£ dans le secteur des énergies renouvelables

L'*International Investment Summit* a réuni le 14 octobre plus de 200 chefs d'entreprises et de banques étrangères et britanniques à l'invitation du Premier ministre Keir Starmer et de la Chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves.

Un montant total de 63Md£ (environ 75,5Md£) d'investissements, devant créer 38 000 emplois sur le territoire britannique, a été annoncé ou confirmé lors du sommet, majoritairement par des entreprises étrangères.

Environ 35Md£ d'investissements ont été annoncés dans le secteur des EnR (dont 12Md£ annoncés par Iberdrola pour des investissements dans l'éolien offshore), 24,5Md£ dans celui des technologies (majoritairement des projets de data centres), et 3,7Md£ dans divers autres projets, dont des projets d'infrastructures (extensions portuaires et aéroportuaires) et plusieurs projets industriels (1Md£ annoncé par Eren pour une usine de papier recyclé, 280M£ par Eli Lilly pour un centre de R&D et 130M£ par Haleon pour un centre de R&D).

A l'occasion du sommet, le gouvernement a rappelé vouloir faire de la croissance sa priorité, alors qu'il a ouvert la période de consultation sur sa future politique industrielle. Le Premier ministre a également appelé les régulateurs à intégrer davantage l'objectif de soutien à la croissance dans leurs missions.

Energie-climat

Le Royaume-Uni est toujours dangereusement vulnérable aux futures crises énergétiques

Dans son [rapport](#), l'*Energy Crisis Commission*, groupe d'experts d'*Energy UK*, *Citizens Advice* et *CBI*, indique que la crise énergétique de 2021-2022 a révélé les faiblesses du système énergétique britannique, notamment en matière d'offre, de demande et de soutien aux ménages les plus modestes. Le Royaume-Uni est toujours dangereusement mal préparé pour une nouvelle crise, du fait de sa dépendance au gaz pour la production d'électricité et le chauffage résidentiel ainsi que du faible niveau de performance énergétique de son parc de logements.

Le gouvernement britannique signe un accord avec le gouvernement écossais pour accélérer la transition énergétique

Le gouvernement central et le gouvernement écossais se sont [engagés](#) à travailler ensemble pour catalyser les investissements dans les projets d'énergie propre et les chaînes de valeur en Ecosse. La nouvelle entreprise publique, *GB Energy*, dont le siège sera implanté à Aberdeen, collaborera avec les différentes entités publiques écossaises investies dans la transition énergétique (*Crown Estate Scotland*, *Enterprise Agencies*, *Scottish National Investment Bank*) pour accélérer la mise en service de nouveaux projets. Les deux gouvernements ont également annoncé soutenir la création d'un « [passeport des compétences](#) » pour accompagner les travailleurs du secteur pétro-gazier à se reconvertir dans de nouvelles activités liées aux énergies décarbonées. *Offshore Energies UK* estime en effet que 90 % des salariés du secteur ont des compétences transférables. Un outil numérique sera expérimenté à partir de janvier 2025.

Une coalition d'énergéticiens appelle à une amélioration des conditions d'échange d'électricité entre le Royaume-Uni et l'UE

Dans une [lettre](#) ouverte adressée aux ministres de l'énergie des pays riverains de la mer du Nord, une coalition d'une vingtaine d'associations professionnelles du secteur de l'énergie, de gestionnaires de réseau de transport d'électricité (dont RTE et National Grid) et d'opérateurs d'interconnexions électriques appelle à une amélioration des échanges d'électricité entre le Royaume-Uni et l'UE, en vue de créer un « green energy hub » dans la mer du Nord. Le mécanisme actuel « d'enchères explicites », en vigueur depuis la sortie du Royaume-Uni de l'UE, est décrit comme « sous-optimal » et source d'inefficacités qui réduisent l'intérêt de plusieurs projets d'énergie offshore clés pour la transition énergétique. La coalition reprend les conclusions de son [étude](#) plaidant pour la réintroduction du mécanisme de « couplage des prix » (« price coupling »), en vigueur lorsque le Royaume-Uni participait au marché commun, plutôt du mécanisme dit de « Multi-Region Loose Volume Coupling » envisagé par l'Accord de Commerce et de Coopération.

Le DEFRA lance un audit interne sur l'alignement de ses activités de contrôle sur l'objectif de soutien à la croissance économique

Le ministère chargé de l'environnement a lancé un audit interne afin de s'assurer que ses activités de contrôle sont alignées (« *fit for purpose* ») avec l'objectif de soutien à la croissance économique tout en assurant la protection de l'environnement. Le lancement de cet audit fait écho à l'appel du Premier Ministre Keir Starmer à mettre la régulation des différents secteurs économiques au service de la croissance. Cet audit examinera notamment l'expérience des usagers et des différentes parties prenantes soumis aux régulations environnementale, ainsi que l'efficacité des différentes normes en vigueur.

L'Angleterre est en retard sur ses objectifs de protection de la biodiversité

Après la publication récente d'un rapport sur l'état de protection des espaces terrestres et maritimes, l'ONG *Wildlife and Countryside Link* publie à la veille de la COP 16 de Cali son [rapport annuel de progrès](#) vers l'atteinte des objectifs définis par le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal. 14 des 26 indicateurs retenus sont en « rouge », faute de politiques adéquates pour atteindre l'objectif. 2 domaines de politique sont même classés en « rouge vif » : la baisse des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et la réduction des pollutions chimiques. Aucun indicateur n'est en « vert ». L'ONG espère que la revue du plan d'action gouvernemental (*Environmental Improvement Plan*) attendue d'ici la fin de l'année permettra de renverser ces tendances. Elle suggère par ailleurs que le Royaume-Uni se porte candidat pour organiser la COP 17 en 2026.

Transports

L'aéroport de Londres-Stansted va investir 1,1Md£ pour augmenter sa capacité de près de 50%

Manchester Airports Group, propriétaire de l'aéroport de Londres-Stansted, a [présenté](#) à l'occasion de l'International Investment Summit du 14 octobre un plan d'investissement d'1,1Md£ destiné à accroître la capacité de l'aéroport. Le projet vise à permettre à l'aéroport d'accueillir jusqu'à 43 millions de passagers par an, contre 29,3 millions aujourd'hui. 600M£ doivent permettre d'agrandir d'un tiers le terminal existant et 500M£ seront orientés vers l'amélioration de l'expérience passager dans l'aéroport.

DP World annonce un investissement d'1Md£ pour l'extension de son terminal au port de Londres-Gateway

L'opérateur portuaire émirati DP World a annoncé en marge de l'*International Investment Summit* un investissement d'1Md£ dans son terminal portuaire de Londres-Gateway (port situé à l'embouchure de la Tamise). DP World prévoit d'ajouter deux nouveaux quais, portant le total à six, et un deuxième terminal

ferroviaire. La capacité du terminal, qui est actuellement de près de 2M de conteneurs par an, sera portée à 4M de conteneurs par an, faisant de Londres-Gateway le plus grand port du R-U en volume.

Une taxe sur les voyageurs aériens fréquents permettrait au gouvernement britannique de lever 9,1Md€ par an selon le think-tank *New Economics Foundation*

Le think-tank britannique *New Economics Foundation* a publié un [rapport](#) en partenariat avec la campagne d'opposition au transport aérien *Stay Grounded*. Le rapport modélise l'impact qu'une nouvelle taxe dans l'UE et au R-U sur les plus grands voyageurs pourrait avoir sur les recettes fiscales et les émissions de carbone. Les auteurs préconisent la mise en place de 50€ par vol supplémentaire au-delà du premier vol dans l'année (200€ au total pour un passager prenant cinq vols dans l'année, par exemple). Selon le rapport, les recettes fiscales de l'aviation en Europe seraient multipliées par 6 pour atteindre 64Md€/an, dont 9Md€ pour le R-U. La taxe entraînerait une baisse de 21 % des émissions dues à l'aviation sur le continent et une diminution de 22 % du nombre de passagers. L'essentiel du rendement de la taxe et de la réduction du trafic proviendrait des foyers les plus aisés.

Transport maritime – Le gouvernement a accordé 8M£ de financements à 32 projets visant à réduire l'empreinte carbone du transport maritime, dont une étude de faisabilité pour la mise en place de corridors maritimes verts entre le R-U et les Pays-Bas. Ces soutiens ont été attribués dans le cadre d'un appel à projets du programme UK SHORE (*UK Shipping Office for Reducing Emissions*).

Industrie

Le gouvernement prolonge jusqu'à 2030 le dispositif *Climate Change Agreement*, qui soutient les industries énérgo-intensives dans leur décarbonation

Le gouvernement a annoncé la prolongation jusqu'en 2030 du dispositif *Climate Change Agreement* (CCA), destiné à soutenir la décarbonation des industries énérgo-intensives (2600 entreprises bénéficiaires). Mis en place pour la première fois en 2001, le CCA fixe des objectifs d'économie d'énergie et de réduction des émissions pour les entreprises industrielles, puis offre aux entreprises éligibles des allègements fiscaux si elles s'engagent à atteindre ces objectifs. Les réductions d'impôts représentent un montant total de 310M£/an.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr